

M. De Grave, J.M., attaché au Service d'études de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, est nommé membre de la Commission de l'Indice.

M. Van Depoele, R., propagandiste national de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique, et M. Philips, P., conseiller à la Fédération des Industries agricoles et alimentaires, sont nommés suppléants de la Commission de l'Indice.

**Exécution de l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1966, réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires**

Par arrêté ministériel en date du 13 décembre 1972, a été inscrit l'avis qui a été adressé au Ministre des Affaires économiques par l'entreprise de prêts hypothécaires ci-après désignée :

« Credimo », société anonyme, Kalkoven 54, Asse.

17 NOVEMBRE 1972

Arrêté ministériel instaurant un registre public du film

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu l'arrêté royal du 23 octobre 1963, modifié par l'arrêté royal du 12 mai 1972, d'aide à l'industrie cinématographique belge;

Considérant que la création d'un registre public du film peut contribuer à faciliter l'octroi de crédit dans le secteur de la production et de la distribution cinématographiques belges;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence,

Arrête :

**Article 1er.** Il est tenu à Bruxelles, au Service de la Cinématographie du Ministère des Affaires économiques — Administration du Commerce — un registre public destiné à assurer la publicité des conventions et actes visés aux articles suivants et intervenus à l'occasion de la production de films belges au sens de l'arrêté royal du 23 octobre 1963, d'aide à l'industrie cinématographique belge, modifié par l'arrêté royal du 12 mai 1972, ainsi que de la distribution sur le territoire du Royaume des films de toute provenance.

Ne sont toutefois pas visés par la présente réglementation les conventions et actes relatifs aux films d'actualités.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes dispositions, il convient d'entendre par films tant les films cinématographiques que les films de télévision produits par des producteurs indépendants.

**Art. 3.** Le titre provisoire ou définitif d'un film destiné à la projection publique dans les salles cinématographiques belges ou à la programmation par une station belge de télévision, ainsi que le nom du titulaire d'origine des droits d'utilisation économique du film, doivent être déposés au registre public du film, de même que le contenu de toute clause résolutoire existant éventuellement dans les conventions entre auteurs et producteurs.

Le dépôt du titre doit être effectué par le producteur, son représentant ou son ayant droit, les clauses résolutoires peuvent l'être par tout ayant droit en suivant les formalités, prévues à l'article 4, ci-après.

Toute clause résolutoire est nulle et sans valeur si lors du dépôt du titre elle ne fait pas l'objet d'une inscription dans les conditions, prévues à l'article 5.

Il est en outre exigé de la part de la personne qui demande l'immatriculation d'un film au registre la production de deux exemplaires ou de deux copies conformes du contrat justifiant de l'autorisation donnée par les auteurs de l'œuvre originale ou par leurs ayants droit de réaliser une adaptation cinématographique de leur œuvre, et précisant le délai pour lequel l'autorisation de l'exploiter est conférée.

De heer De Grave, J.M., attaché bij de Studiedienst van het Algemeen Christelijk Vakverbond van België, wordt benoemd tot lid van de Indexcommissie.

De heer Van Depoele, R., nationaal propagandist bij het Algemeen Christelijk Vakverbond van België en de heer Philips, P., adviseur bij het Verbond der Landbouw- en Voedingsnijverheden worden tot plaatsvervangende leden van de Indexcommissie benoemd.

**Uitvoering van het koninklijk besluit nr. 225 van 7 januari 1966 tot reglementering van de hypothecaire leningen en tot inrichting van de controle op de ondernemingen van hypothecaire leningen**

Bij ministerieel besluit van 13 december 1972 werd ingeschreven het bericht welke tot de Minister van Economische Zaken opgezonden werd door de navermelde onderneming van hypothecaire leningen :

« Credimo », naamloze vennootschap, Kalkoven 54, Asse.

17 NOVEMBER 1972

Ministerieel besluit houdende oprichting van een filmregister

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 23 oktober 1963, gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 mei 1972, tot hulpverlening van de Belgische filmnijverheid;

Overwegende dat de oprichting van een openbaar filmregister kan bijdragen tot een gemakkelijker kredietverlening in de sector van de Belgische filmproductie-distributie;

Gelet op de wet van 23 december 1946, tot oprichting van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, alinea 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

**Artikel 1.** Te Brussel, op de Dienst voor Cinematografie bij het Ministerie van Economische Zaken — Administratie van de Handel — wordt een openbaar register gehouden. Het doel ervan is het bekendmaken van de bij volgende artikelen bedoelde overeenkomsten en akten die werden gesloten ter gelegenheid van de productie van Belgische films, in de zin van het koninklijk besluit van 23 oktober 1963, tot hulpverlening aan de Belgische filmnijverheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 mei 1972, alsmede ter gelegenheid van het verdelen over 's Rijks grondgebied van de films aller herkomst.

Worden echter niet bedoeld bij onderhavige reglementering, de overeenkomsten en akten in verband met de filmjournaals.

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavige bepalingen dient onder film te worden verstaan, zowel de bioscoopfilms als de door zelfstandige producenten vervaardigde televisiefilms.

**Art. 3.** De voorlopige of definitieve titel van een voor openbare vertoning in Belgische bioscoopzalen of voor programmering door een Belgisch televisiestation bestemde film en de naam van de oorspronkelijke houder van de rechten tot economische exploitatie van de film, moeten bij het openbaar filmregister worden neergelegd, evenals de inhoud van elk in de overeenkomsten tussen auteurs en producenten eventueel bestaand ontbindend beding.

De neerlegging van de titel moet door de producent, diens vertegenwoordiger of rechthebbende geschieden; de ontbindende bedingen mogen door elke rechthebbende volgens bij artikel 4 voorgeschreven formaliteiten worden neergelegd.

Wanneer een ontbindend beding bij de neerlegging van de titel onder bij artikel 5 bepaalde voorwaarden niet werd ingeschreven, is het nietig en van geen waarde.

Bovendien moet de persoon die om inschrijving van een film in het register verzoekt, twee exemplaren of twee gelijklopende kopieën van het contract voorleggen tot staving van de door de auteurs van het oorspronkelijk werk of door diens rechthebbenden gegeven machtiging een filmbewerking van hun werk te verwezenlijken, en waarin de voor de vertoning toegekende termijn wordt bepaald.

Le fonctionnaire, désigné par le Ministre des Affaires économiques pour tenir le registre public, ci-après dénommé fonctionnaire délégué, attribue un numéro d'ordre au film dont le titre est ainsi déposé. Ce numéro d'ordre est obligatoirement mentionné dans tous les actes et conventions énumérés à l'article 5 et relatifs à ce film.

Art. 4. Si le producteur d'un film, son représentant ou son ayant droit en Belgique, s'abstient de demander l'immatriculation de son film au registre, il peut en être requis par toute personne ayant qualité pour demander l'inscription d'un acte, d'une convention ou d'un jugement énumérés à l'article suivant. Cette immatriculation devra être effectuée au plus tard dans la quinzaine de la mise en demeure notifiée au producteur et/ou à son ayant droit en Belgique, par lettre recommandée à la poste.

A l'expiration de ce délai, le tiers intéressé peut demander l'immatriculation du film au Ministre des Affaires économiques, qui peut ordonner au producteur, à son représentant ou à son ayant droit en Belgique de produire les documents nécessaires à cet effet.

Art. 5. Peuvent notamment être inscrits au registre public du film, les conventions et actes cités ci-après relatifs aux droits d'utilisation économique de tout film immatriculé ou aux produits de son utilisation, à la requête de la partie la plus diligente et sans que cette inscription puisse avoir pour effet de conférer aucun privilège nouveau au profit de son bénéficiaire;

1° les cessions et apports en société du droit de propriété ou d'exploitation, ainsi que les concessions de droit d'exploitation, soit d'un film, soit de l'un quelconque de ses éléments présents et à venir;

2° les constitutions de gage sur tout ou partie des droits visés à l'alinéa précédent, qui seront par le fait même de l'objet de ce nantissement de nature commerciale;

3° les cessions, transports et délégations, en propriété ou à titre de garantie, de tout ou partie des produits présents et à venir d'un film, y compris les aides gouvernementales;

4° les conventions relatives à la distribution d'un film tant belge qu'étranger sur le territoire belge, même conclues hors du Royaume et avec des personnes physiques ou morales de nationalité étrangère;

5° les conventions emportant restriction dans la libre disposition de tout ou partie des éléments et produits présents et à venir d'un film;

6° les cessions d'antériorité, les subrogations et les radiations totales ou partielles se rapportant aux droits ou conventions sus-visés;

7° les décisions de justice et sentences arbitrales relatives à l'un des droits, visés aux alinéas précédents.

Le fonctionnaire délégué est chargé d'effectuer les inscriptions précédemment visées, après avoir vérifié la conformité des pièces à produire pour l'exécution de cette formalité avec le document, authentique ou sous seing privé, qui instaure l'un des droits précités à charge de l'une des personnes, visées à l'article 4.

Le fonctionnaire délégué vérifie également si le bordereau, à prévoir à cette fin par l'administration, comporte bien l'énonciation complète des clauses essentielles de l'acte soumis à l'inscription.

L'inscription est réalisée par dépôt au registre public de deux exemplaires, deux expéditions ou deux copies conformes de ces actes, conventions ou jugements qui doivent mentionner le numéro d'ordre attribué au film dont il s'agit; toutefois un exemplaire ou une expédition peut être remplacé par une copie conforme. Les copies seront certifiées exactement collationnées par le requérant; les renvois, mots rayés et blancs bâtonnés y seront décomptés et approuvés. Un des documents sera conservé au registre public, l'autre sera rendu au déposant après que le fonctionnaire délégué y aura fait mention de l'inscription.

Art. 6. Le rang des inscriptions est déterminé par l'ordre dans lequel elles sont requises.

De ambtenaar, door de Minister van Economische Zaken aangewezen om het openbaar register te houden, hierna genoemd afgevaardigde ambtenaar geeft de film waarvan de titel aldus werd neergelegd, een volgnummer dat op alle bij artikel 5 bedoelde akten en overeenkomsten, met betrekking tot die film moet worden vermeld.

Art. 4. Indien de filmproducent, zijn vertegenwoordiger of zijn rechthebbende in België, de inschrijving van zijn film in het register niet aanvraagt, kan hij daartoe worden verzocht door elkeen die de bevoegdheid bezit om de inschrijving van een in artikel 5 vermelde overeenkomst of vonnis aan te vragen. Deze inschrijving moet gebeuren, uiterlijk binnen veertien dagen nadat de producent en/of zijn rechthebbende in België, door middel van een ter post aangetekend schrijven in gebreke werd(en) gesteld.

Na het verstrijken van deze termijn kan de belanghebbende derde de inschrijving van de film aanvragen bij de Minister van Economische Zaken die de producent, zijn vertegenwoordiger of zijn rechthebbende in België kan verplichten de daartoe vereiste bescheiden te bezorgen.

Art. 5. Kunnen inzonderheid in het openbaar filmregister worden ingeschreven de hierna vermelde overeenkomsten en akten met betrekking tot de rechten inzake economische exploitatie van elke ingeschreven film of tot de opbrengsten van de exploitatie ervan, op verzoek van de meest gereede partij, zonder dat deze inschrijving een nieuw privilege voor zijn gerechtigde tot gevolg kan hebben;

1° de afstand en de inbreng in de vennootschap van het eigendoms- of exploitatierecht, alsmede de concessie inzake het exploitatierecht, hetzij van een film, hetzij van een der huidige of latere bestanddelen ervan;

2° de verpanding van alle of van een gedeelte der in het vorig lid bedoelde rechten die hierdoor van commerciële aard zullen zijn;

3° de afstand, overdracht en delegatie, in eigendom of als waarborg, van het geheel of van een gedeelte der huidige en latere inbrengingen, met inbegrip van de regeringstegemoetkomingen;

4° de overeenkomsten inzake de distributie, zowel van een Belgische als van een buitenlandse film op Belgisch grondgebied, zelfs indien ze buiten het Rijk en met natuurlijke of rechtspersonen van vreemde nationaliteit werden gesloten;

5° de overeenkomsten tot beperking van de vrije beschikking over het geheel of een gedeelte der huidige en latere bestanddelen en opbrengsten van een film;

6° de afstand van rang, de in de plaatsstellingen en de volledige of gedeeltelijke schrappingen met betrekking tot bovenbedoelde rechten of overeenkomsten;

7° de rechterlijke beslissingen en scheidsrechterlijke uitspraken nopens één van de in de vorige leden bedoelde rechten.

De afgevaardigde ambtenaar heeft tot taak vermelde inschrijvingen te verrichten, na te hebben nagegaan of de voor het vervullen van deze formaliteit over te leggen stukken overeenstemmen met de authentieke of onderhandse akte, waarbij één van vermelde rechten ingevoerd wordt ten laste van één der bij artikel 4 bedoelde personen.

De afgevaardigde ambtenaar gaat eveneens na of het bordereau, waarin met het oog hierop door het bestuur moet worden voorzien, wel degelijk alle hoofdclausules van de voor de inschrijving bestemde akte vermeldt.

De inschrijving gebeurt door het openbaar register in het bezit te stellen van twee exemplaren, twee authentieke afschriften of twee eensluitende kopieën van deze akten, overeenkomsten of vonnissen, met vermelding van het volgnummer van betrokken film; nóch één van de exemplaren of een authentiek afschrift worden vervangen door een eensluitende kopie. De aanvrager moet verklaren, dat de kopieën met de oorspronkelijke stukken overeenstemmen; de verwijzingen, geschrapte woorden en de met een streep gevulde tussenruimten moeten worden opgesomd en goedgekeurd. Eén van de documenten wordt bij het openbaar register bewaard, terwijl het andere aan de bewaargever wordt teruggegeven, nadat de afgevaardigde ambtenaar hierop de inschrijving heeft vermeld.

Art. 6. De rang der inschrijvingen wordt bepaald door de orde waarin erom wordt verzocht.

Art. 7. Le fonctionnaire délégué est tenu de délivrer à tous ceux qui le requièrent copie ou extrait des énonciations portées au registre public et des pièces déposées à l'appui des inscriptions.

Le fonctionnaire délégué est tenu d'avoir un registre sur lequel il inscrit jour par jour et dans l'ordre de réception des demandes, les remises qui lui sont faites d'actes en vue de leur inscription, laquelle ne peut être portée qu'à la date et dans l'ordre desdites remises.

Art. 8. Toute requête aux fins d'immatriculation ou d'inscription, toute demande de renseignements, toute délivrance d'états, copies ou extraits peuvent donner lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base d'un barème qui sera établi par le Ministre des Affaires économiques.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur un mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 novembre 1972.

Art. 7. De afgevaardigde ambtenaar moet allen die zulks verlangen een afschrift van of een uittreksel uit de in het openbaar register ingeschreven opgaven en de tot staving van de inschrijvingen ingediende stukken afleveren.

De afgevaardigde ambtenaar moet een register houden waarin hij, dag voor dag, en in de orde van ontvangst der aanvragen, de hem ter optekening bezorgde akten inschrijft op de datum en in de orde waarin ze hem worden ter hand gesteld.

Art. 8. Elk verzoek tot optekening of inschrijving, elke aanvraag om inlichtingen, elke aflevering van staten, afschriften of uittreksels kunnen aanleiding geven tot het innen van een vergoeding, berekend volgens een schaal die door de Minister van Economische Zaken zal worden vastgesteld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking één maand na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 17 november 1972.

H. SIMONET

## AVIS OFFICIELS

### MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

#### Dépôt de conventions collectives de travail

Les organisations représentées au sein de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la province de Limbourg, ont conclu le 13 juillet 1972 les conventions collectives de travail désignées ci-après, applicables aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières ressortissant à la Commission paritaire précitée. Elles ont été déposées au greffe du Service des relations collectives de travail (rue Belliard 53, 1040 Bruxelles) et enregistrées le 30 octobre 1972.

1. Convention relative aux conditions de travail et de salaire, valable à partir du 1er mai 1972 jusqu'au 30 avril 1973.

Enregistrée sous le numéro 1593/CO/14.10.

2. Convention fixant pour l'exercice 1972 le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire à charge du Fonds social de l'industrie briquetière et le montant et les modalités de perception de la cotisation des employeurs audit fonds, valable à partir du 1er mai 1972 jusqu'au 30 avril 1973.

Enregistrée sous le numéro 1594/CO/14.10.

Les organisations représentées au sein de la Commission paritaire régionale pour le commerce de combustible d'Anvers ont conclu le 19 octobre 1972 une convention collective de travail, modifiant les statuts du « Fonds voor bestaanszekerheid voor de handel in brandstoffen van Antwerpen », applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 6 des statuts et valable à partir du 1er juillet 1972 pour une durée indéterminée.

Cette convention a été déposée au greffe du Service des relations collectives de travail (rue Belliard 53, 1040 Bruxelles) et enregistrée le 30 octobre 1972, sous le n° 1587/CO/27ter1.

Les organisations représentées au sein de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de graviers et sables exploitées à ciel ouvert des provinces de Limbourg, d'Anvers, de la Flandre occidentale et de la Flandre orientale ont conclu le 7 novembre 1972 une convention collective de travail relative au statut de la délégation syndicale, applicable aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières ressortissant à la commission paritaire précitée et valable à partir du 1er janvier 1973 pour une durée indéterminée.

Cette convention a été déposée au greffe du Service des relations collectives de travail (rue Belliard 53, 1040 Bruxelles) et enregistrée le 13 novembre 1972, sous le n° 1613/CO/2ter10.

## OFFICIËLE BERICHTEN

### MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

#### Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De organisaties vertegenwoordigd in het Gewestelijk paritair Comité voor de steenbakkerij van de provincie Limburg hebben op 13 juli 1972 de hiernavermelde collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten, toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden en werkmeters ressorterend onder voormeld paritair comité. Zij werden neergelegd ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen (Belliardstraat 53, 1040 Brussel) en geregistreerd op 30 oktober 1972.

1. Overeenkomst betreffende de loon- en arbeidsvoorwaarden, geldig vanaf 1 mei 1972 tot 30 april 1973.

Geregistreerd onder het nummer 1593/CO/14.10.

2. Overeenkomst tot vaststelling, voor het dienstjaar 1972, van het bedrag en de wijze van toekenning en uitkering van een aanvullend sociaal voordeel ten laste van het Sociaal Fonds voor de baksteenindustrie en van het bedrag en de wijze van inning van de bijdragen van de werkgevers aan dit Fonds, geldig vanaf 1 mei 1972 tot 30 april 1973.

Geregistreerd onder het nummer 1594/CO/14.10.

De organisaties vertegenwoordigd in het Gewestelijk Paritair Comité voor de handel in brandstoffen van Antwerpen, hebben op 19 oktober 1972 een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten tot wijziging van de statuten van het « Fonds voor bestaanszekerheid voor de handel in brandstoffen van Antwerpen », toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden en werkmeters voorzien bij artikel 6 van de statuten en geldig vanaf 1 juli 1972 voor onbepaalde tijd.

Deze overeenkomst werd neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen (Belliardstraat 53, 1040 Brussel) en geregistreerd op 30 oktober 1972, onder het nr. 1587/CO/27ter1.

De organisaties vertegenwoordigd in het Gewestelijk Paritair Comité voor de grint- en zandgroeven, welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Limburg, Antwerpen, West-Vlaanderen en Oost-Vlaanderen, hebben op 7 november 1972 een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging, toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden en werkmeters ressorterend onder voormeld paritair comité en geldig vanaf 1 januari 1973 voor onbepaalde tijd.

Deze overeenkomst werd neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen (Belliardstraat 53, 1040 Brussel) en geregistreerd op 13 november 1972, onder het nr. 1613/CO/2ter10.